

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 6–10 juin 2011

PROJETS DE PROGRAMMES DE PAYS

**Point 8 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.A/2011/8/4

11 mai 2011

ORIGINAL: ANGLAIS

PROJET DE PROGRAMME DE PAYS – RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO 200242 (2012–2015)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODB*: M. K. Oshidari tél.: 066513-3063

Attachée de liaison, ODB: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Bangkok (Asie)

RESUME

Le Gouvernement de la République démocratique populaire lao s'est fixé des objectifs ambitieux puisqu'il souhaite que le pays accède d'ici à 2020 au statut de pays à revenu intermédiaire et réalise les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015. Malgré la forte croissance économique de ces vingt dernières années, le pays n'est pas encore en voie de réaliser l'objectif de réduction de la faim fixé aux termes des objectifs du Millénaire pour le développement ou, plus largement, de faire face à la dénutrition. Le taux d'émaciation des enfants de moins de 5 ans s'est élevé à 18 pour cent dans l'une de ses provinces, le taux national de retard de croissance est de 40 pour cent et les carences en micronutriments, comme celles qui sont responsables de l'anémie, touchent plus de 40 pour cent des enfants du pays.

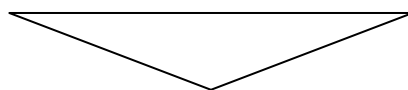
Le Gouvernement a reconnu que, pour pouvoir réaliser ses objectifs de développement, il était important de lutter contre la dénutrition. Les cadres et politiques nationaux se prêtent bien à une action concertée. La nouvelle stratégie de pays du PAM vise à appuyer les efforts déployés par le Gouvernement pour réduire l'émaciation, les retards de croissance et les carences en micronutriments. Le présent programme de pays mettra cette stratégie en œuvre par le biais de cinq composantes qui permettront de venir en aide à 751 000 bénéficiaires sur une période de quatre ans:

- i) Planification préalable des secours et interventions d'urgence;
- ii) Santé et nutrition maternelles et infantiles;
- iii) Repas scolaires;
- iv) Moyens de subsistance au service de la nutrition;
- v) Enrichissement et commercialisation des produits alimentaires.

La composante 1 a pour objet de renforcer les capacités du Gouvernement aux niveaux du pays, des provinces et des districts afin qu'il soit préparé à faire face à des situations d'urgence. Les composantes 2, 3 et 4 s'attaquent au problème du retard de croissance par le biais d'une démarche innovante en cinq étapes: analyse des problèmes, activités de sensibilisation, activités d'éducation nutritionnelle, perspectives d'action, suivi et manifestations célébrant les succès obtenus. Dans le cadre de la composante 5, un appui technique sera fourni pour l'enrichissement des aliments en vue de réduire les carences en micronutriments. Des critères spécifiques pour le transfert des responsabilités au Gouvernement ou la viabilité commerciale seront appliqués au titre de chacune des composantes.

Le programme de pays est conforme au septième Plan national de développement socioéconomique adopté par le Gouvernement pour la période 2011–2015 et au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2012–2015), et il contribue à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement 1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim. Il répond aux recommandations issues de l'évaluation du portefeuille d'activités conduite en 2009 et contribue aux Objectifs stratégiques 2, 4 et 5 du PAM¹.

PROJET DE DECISION*



Le Conseil prend note du projet de programme de pays – République démocratique populaire lao 200242 (2012–2015), (WFP/EB.A/2011/8/4), lequel requiert 37 140 tonnes de produits alimentaires pour un coût de 36,9 millions de dollars É.-U., ainsi qu'un montant de 1,2 million de dollars pour des activités de transferts monétaires et de bons, pour un coût total pour le PAM de 68,9 millions de dollars, et autorise le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays, en tenant compte des observations émises par le Conseil.

¹ Objectif stratégique 2 – Prévenir la faim aiguë [...]; Objectif stratégique 4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition; Objectif stratégique 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION

1. Le Gouvernement de la République démocratique populaire lao s'est fixé des objectifs ambitieux puisqu'il souhaite que le pays accède, d'ici à 2020, au statut de pays à revenu intermédiaire, et réalise les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici à 2015. Des progrès importants ont été réalisés en ce sens: au cours des deux dernières décennies, l'économie du pays a connu une croissance rapide, sans pour autant que les inégalités se creusent outre mesure². Entre 1990 et 2008, le taux de croissance annuel a atteint entre 6 et 7 pour cent en moyenne³. Les cibles des OMD visant à réduire la pauvreté, à faire baisser la mortalité des enfants et à enrayer la propagation du paludisme et de la tuberculose seront probablement atteintes. Avec près de 80 pour cent de la population employée dans le secteur agricole³, le pays est récemment parvenu à l'autosuffisance en riz.
2. Malgré ces succès, le pays n'est "pas en voie"⁴ d'atteindre la cible fixée au titre de l'OMD 1 en matière de réduction de la faim⁵ et, de manière plus générale, de faire reculer la dénutrition, et il doit faire face à des taux élevés d'émaciation, de retards de croissance et de carences en micronutriments.
3. Le taux national de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans est de 6 pour cent⁶, chiffre qui en soi n'est pas alarmant. Néanmoins, dans certaines régions et à certaines périodes, les taux d'émaciation ont atteint des seuils critiques. En 2010, la province d'Attapeu enregistrait un taux de malnutrition aiguë globale de 19 pour cent, dépassant le seuil "critique" de 15 pour cent établi par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), alors que dans les provinces de Sarvavan et de Savanakhett, ce taux dépassait le seuil de 10 pour cent à partir duquel la malnutrition aiguë globale est considérée comme "grave".
4. La République démocratique populaire lao connaît actuellement une situation politique stable, mais les catastrophes naturelles y provoquent souvent des crises: au cours de ces dernières années, les inondations, tempêtes et sécheresses se sont succédées, causées en partie par le changement climatique. En 2008, le pays a subi les fortes crues du Mékong et des rivières de montagne; en 2009, le typhon Ketsana a balayé le pays et en 2010, des épisodes de sécheresse ont nui aux récoltes. Ces catastrophes naturelles causent des dégâts considérables aux cultures, et lorsque s'y ajoutent les fléaux que sont les maladies et les ravageurs, elles peuvent avoir de graves répercussions sur la nutrition.
5. Au niveau national, la prévalence du retard de croissance s'élève à 40 pour cent en moyenne, un taux "critique" selon les critères de l'OMS. Les populations des régions de montagne présentent des taux encore plus élevés, qui dépassent parfois les 60 pour cent⁷.

² Le coefficient de Gini est de 0,37.

³ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2009. *National Human Development Report: Employment and Livelihoods*. Vientiane.

⁴ Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique/Banque asiatique de développement/PNUD. 2010. *Paths to 2015: MDG Priorities in Asia and the Pacific 2010/11*. Consultable à la page http://content.undp.org/go/cms-service/stream/asset/?asset_id=2784969

⁵ Cible 1.C – Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion des populations qui souffrent de la faim.

⁶ Ministère de la santé. 2009. Stratégie et plan d'action nationaux pour la nutrition. Vientiane.

⁷ PAM. 2007. Analyse approfondie de la sécurité et de la vulnérabilité alimentaires, République démocratique populaire lao. Vientiane.

Le retard de croissance est principalement dû à une alimentation inadaptée, à de mauvaises pratiques de soins et à des maladies associées au manque d'hygiène et d'assainissement, en particulier au cours des 1000 premiers jours de vie, de la conception à l'âge de 23 mois⁸; plus de la moitié des enfants des zones rurales n'atteindront jamais leur plein potentiel physique et mental. Entre 2005 et 2010, les retards de croissance ont entraîné des pertes de productivité estimées à 166 millions de dollars⁹.

6. Les causes profondes du retard de croissance sont liées à des facteurs culturels, éducatifs et géographiques qui empêchent les populations d'accéder aux connaissances ou aux moyens nécessaires pour avoir un régime alimentaire approprié ou veiller à leur santé. La population de la République démocratique populaire lao est l'une des plus hétérogènes au monde, avec 49 groupes ethniques officiellement reconnus et plus de 200 langues parlées. Même si cette diversité constitue une force, les différences culturelles se traduisent souvent par des conceptions des pratiques de soins et d'alimentation inadaptées sur le plan nutritionnel. Par exemple, certaines ethnies croient qu'après l'accouchement, les femmes ne devraient consommer que des aliments blancs comme le riz ou le sel, qu'il convient de donner du riz prémâché aux nourrissons¹⁰, ou encore que ce sont les mauvais esprits qui causent les maladies.
7. Faute d'instruction, nombreux sont ceux qui ne disposent ni des connaissances ni des moyens nécessaires pour lutter contre le retard de croissance, et dont les moyens de subsistance et les ressources sont insuffisants pour accéder à une alimentation saine et aux soins de santé. Plus de 50 pour cent des chefs de famille n'ont pas terminé leurs études primaires⁵. Les minorités ethniques sont généralement moins instruites que le groupe lao-thaï majoritaire. Au sein du groupe ethnique sino-tibétain, qui présente le taux de retard de croissance le plus élevé, 66 pour cent des chefs de famille et 89 pour cent de leurs conjoints n'ont jamais été à l'école. Dans les zones rurales, le taux de scolarisation primaire des filles est compris entre 49 et 72 pour cent; le taux d'achèvement du cycle primaire est de 62 pour cent. Dans certaines régions, le taux d'abandon atteint 17 pour cent, ce qui pose un problème supplémentaire. Près du tiers des enfants de 12 ans n'ayant pas poursuivi leurs études au-delà de la cinquième année de primaire ont invoqué la charge financière comme principal obstacle à la poursuite des études¹¹.
8. Le territoire du pays peut être divisé en deux zones: les plaines fertiles situées sur les rives du Mékong, où la production alimentaire est excédentaire, et les régions montagneuses et reculées où 70 pour cent de la population vit dans des villages dispersés. Dans les régions où la production est excédentaire, les ménages ont du riz en quantité suffisante, mais ne disposent pas nécessairement des connaissances ou des revenus qui leur permettraient d'améliorer la qualité de leur régime alimentaire. Dans les zones exposées à l'insécurité alimentaire, la présence de munitions non explosées datant de la deuxième guerre d'Indochine aggrave le problème de la nutrition inadaptée. En proportion du

⁸ Selon une étude menée en 2010, 43 pour cent des enfants avaient été malades au cours des deux semaines passées. Institut national de la santé publique. 2010. Évaluation nutritionnelle de 2008–2009 des provinces de la République démocratique populaire lao touchées par les inondations et le typhon Ketsana. Vientiane.

⁹ Exemples tirés du blog des Nations Unies sur la République démocratique populaire lao: <http://www.unlao.org/Blog/?tab=/national+science+council>

¹⁰ Holmes, W., Hoy, D., Lockley, A., Tammavongxay, K., Bounaphol, S. Xeuatvongsa, A. and Toole, M. 2007. *Influences on maternal and child nutrition in the highlands of northern Laos. Asia Pac. J. Clin. Nutr.*, 16(3): 537–545.

¹¹ Gouvernement de la République démocratique populaire lao et Nations Unies. 2008. *Millennium Development Progress Report*. Vientiane.

nombre d'habitants, la République démocratique populaire lao est le pays qui a subi le plus de bombardements et les deux tiers de son territoire sont concernés par ce problème, principalement dans les montagnes de l'est du pays. Cette situation limite les activités de subsistance, et notamment la production végétale et animale.

9. Plus de 40 pour cent des enfants de moins de 5 ans et 63 pour cent des enfants de moins de 2 ans souffrent d'anémie ferriprive¹², ce qui pose un grave problème de santé publique. Près de 45 pour cent des enfants de moins de 5 ans et 23 pour cent des femmes âgées de 12 à 49 ans souffrent de carences en vitamine A, et dans certaines régions, jusqu'à 20 pour cent de la population n'a pas un apport en iode suffisant. Ces carences en micronutriments contribuent aux retards de croissance et à l'émaciation des enfants, et peuvent entraîner des problèmes au niveau du développement moteur et cognitif, de la vue, du système immunitaire et des capacités intellectuelles.
10. Le manque de diversité des régimes alimentaires contribue aux carences en micronutriments. L'aliment de base est le riz glutineux, et la consommation de viande, de graisses et de produits laitiers est limitée⁷. Les ménages les plus pauvres ne mangent de la viande – source de fer importante – qu'une ou deux fois par mois environ¹⁰. Si la consommation de légumes est plus fréquente, ceux-ci ne sont pas disponibles en toutes saisons. Les graisses, nécessaires pour absorber les micronutriments, ne figurent au menu de certains groupes ethniques qu'une fois par semaine.
11. Par le passé, le Gouvernement assimilait la sécurité alimentaire à la production rizicole, mais suite aux efforts de sensibilisation déployés par le PAM et d'autres parties prenantes, la priorité est désormais accordée à la nutrition et des mesures ont été prises pour lutter contre la dénutrition. Le septième Plan national de développement socioéconomique pour la période 2011–2015, principal document exposant les priorités de développement du Gouvernement, comporte une section consacrée à la santé et à la nutrition, et il fixe des objectifs clairs en vue de la réduction de la dénutrition d'ici à 2015. La Politique nationale de nutrition et la Stratégie et le plan d'action nationaux pour la nutrition (2010-2015) encadrent les activités liées à la nutrition. Le Gouvernement a toutefois demandé l'aide d'organisations internationales pour leur mise en œuvre.
12. L'équipe de pays des Nations Unies participe aux activités en matière de nutrition pour appuyer les efforts déployés par le Gouvernement. La nutrition est également un élément central du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2012–2015) (PNUAD). La République démocratique populaire lao accueille l'un des deux seuls projets pilotes au monde dans le cadre du partenariat REACH constitué entre le Gouvernement, les institutions des Nations Unies, les ONG, le secteur privé et la société civile pour combattre la malnutrition chez les enfants.

ENSEIGNEMENTS TIRES DE LA COOPERATION ANTERIEURE

13. Le PAM a commencé à intervenir en République démocratique populaire lao en 2000, et c'est sur la base de cette expérience qu'a été élaboré le présent programme de pays. Au cours des cinq dernières années le PAM a mis en œuvre une intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR), un projet Vivres contre travail (VCT) et un projet d'alimentation scolaire.

¹² Ministère de la santé. 2009. Stratégie et Plan d'action nationaux pour la nutrition. Vientiane.

14. D'après une évaluation à mi-parcours de l'IPSR, les activités menées étaient "pertinentes et globalement adaptées aux besoins des plus vulnérables"¹³. Les évaluations ont toutefois, indiqué que, étant donné les forts taux de retard de croissance, il était possible de faire plus pour lutter contre la malnutrition, notamment en favorisant la diversification des régimes alimentaires, en proposant une formation communautaire sur la nutrition et la santé, et en mettant davantage l'accent sur les systèmes agricoles, ajoutant qu'un assortiment alimentaire plus équilibré sur le plan nutritionnel était également nécessaire.
15. Selon les évaluateurs, le bilan du projet VCT était mitigé. L'une des lacunes recensées était le ciblage: trop de villages ciblés étaient situés à proximité d'une ville et non dans une zone rurale plus exposée à l'insécurité alimentaire. Les travaux de création d'infrastructures - construction ou réhabilitation de routes de desserte et expansion des rizières - ont été jugés efficaces pour renforcer la sécurité alimentaire, tandis que l'utilité d'activités comme l'aménagement d'étangs de pisciculture, la plantation d'arbres était moins évidente. La possibilité d'étendre un projet pilote de transferts monétaires par voie postale méritait d'être envisagée.
16. Une évaluation du projet d'alimentation scolaire menée en 2009 a recommandé une réduction de la taille des rations à emporter afin de redimensionner les activités du PAM en fonction des plans du Gouvernement, qui souhaitait mettre en œuvre un programme national moins coûteux.
17. En 2009, le PAM a conduit une évaluation de son portefeuille d'activités¹⁴ reposant sur des consultations avec les parties prenantes. Dans ce rapport, les évaluateurs ont regretté la fragmentation des activités et de la structure de mise en œuvre et ont souligné l'importance de fixer un objectif fédérateur aux activités du PAM dans le pays. Ils ont mis l'accent sur la nécessité de travailler avec les partenaires en ce qui concerne l'appui technique et l'intérêt de tenir compte du facteur ethnique dans la conception des programmes. Les évaluateurs ont recommandé que le PAM garde l'initiative en matière d'analyse du problème de la faim, qu'il mette en place un système de suivi et d'évaluation solide et qu'il crée un modèle de financement durable.

ORIENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME DE PAYS

18. Se fondant sur la concertation menée avec le Gouvernement et les enseignements tirés des interventions précédentes, la stratégie de pays du PAM pour la période 2011–2015 s'attache à réduire la dénutrition et ses répercussions sur le développement individuel et national. Conformément au Plan national de développement socioéconomique pour la période 2011–2015 et au PNUAD 2012–2015, les priorités sont les suivantes: i) prévention et réduction de l'émaciation; ii) réduction du retard de croissance; et iii) lutte contre les carences en micronutriments.
19. Le programme de pays répond aux Objectifs stratégiques 2, 4 et 5 du PAM au moyen de cinq composantes, à savoir:
- Composante 1 – Planification préalable des secours et interventions d'urgence (Objectif stratégique 2);
 - Composante 2 – Santé et nutrition maternelles et infantiles (Objectif stratégique 4);

¹³ Bureau de pays du PAM. 2008. Évaluation à mi-parcours de l'IPSR 10566.0 "Aide aux ménages en situation d'insécurité alimentaire dont les moyens de subsistance ont été affectés par des multiples crises". Vientiane.

¹⁴ Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM en République démocratique populaire lao (WFP/EB.2/2009/6-F).

- Composante 3 – Repas scolaires (Objectif stratégique 4);
 - Composante 4 – Moyens de subsistance au service de la nutrition (Objectifs stratégiques 4 et 5); et
 - Composante 5 – Enrichissement et commercialisation des produits alimentaires (Objectif stratégique 4).
20. La composante 1 contribue au renforcement des actions de prévention de l'émaciation, les composantes 2, 3 et 4 aident à réduire le retard de croissance et la composante 5 s'attache à réduire les carences en micronutriments.
21. Dans le cadre des composantes 2, 3 et 4, le PAM adoptera une démarche intégrée en cinq étapes pour faire face à la dénutrition, afin que les bénéficiaires puissent disposer des connaissances et des moyens nécessaires pour réduire le retard de croissance; ces cinq étapes sont les suivantes: i) analyse des problèmes; ii) sensibilisation; iii) éducation nutritionnelle; iv) action; et v) suivi et manifestations célébrant les succès obtenus.
22. **Analyse des problèmes.** Le PAM conduira des évaluations afin de déterminer les taux de retard de croissance et leurs causes profondes dans chaque zone ciblée en utilisant les outils d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité et en appliquant des méthodes participatives, tout en tenant compte des différents contextes et des particularités culturelles de chaque groupe ethnique.
23. **Sensibilisation.** Une fois les dimensions du problème définies, le PAM et ses partenaires sensibiliseront les communautés à cette question et à ses répercussions. Cette campagne de sensibilisation fera appel à des chansons, des slogans, des ambassadeurs de la nutrition au sein de la communauté, des émissions de radio et des spectacles de danse.
24. **Éducation nutritionnelle.** Une fois les populations sensibilisées au problème du retard de croissance, une éducation nutritionnelle sera dispensée par le biais des activités participatives du kit d'éducation à la nutrition "Des aliments pour l'avenir" du PAM¹⁵. L'éducation nutritionnelle sera adaptée aux besoins de chaque groupe ethnique et proposée dans plusieurs langues par le Ministère de la santé et le personnel des ONG.
25. **Action.** Une fois que les communautés connaîtront bien les problèmes de nutrition, le PAM mettra en œuvre des activités conçues pour les aider à améliorer les caractéristiques nutritionnelles de leur alimentation qui prendront la forme d'interventions en matière de santé et de nutrition maternelles et infantiles (SNMI), de repas scolaires et d'initiatives liées aux moyens de subsistance en faveur d'une meilleure nutrition (voir les composantes 2, 3 et 4 ci-après).
26. **Suivi et manifestations célébrant les succès obtenus.** Étant donné que les communautés participent aux activités, le PAM effectuera un suivi pour célébrer les succès obtenus et réajuster les programmes afin de remédier aux lacunes. La croissance des enfants fera l'objet d'un suivi régulier, et un système de suivi et d'évaluation solide assurera l'efficacité du programme. Des prix seront décernés aux communautés qui seront parvenues à réduire la dénutrition.

¹⁵ Le PAM étudiera également la possibilité d'organiser des formations universitaires sur le thème de la faim.

27. Les activités seront concentrées dans les six provinces de Luang Namtha, Oudomxay et Luang Prabang au nord, et de Saravane, Sekong et Attapeu au sud¹⁶. Ces provinces ont été choisies en se fondant sur les éléments suivants: i) taux élevés de retard de croissance, de carences en micronutriments et, dans certains cas, d'émaciation; ii) présence de districts prioritaires pour le Gouvernement; et iii) nécessité de concentrer les activités pour en accroître l'impact.

Composante 1 – Planification préalable des secours et interventions d'urgence

28. Avec la recrudescence des catastrophes naturelles, en partie imputable au changement climatique, le pays continuera d'être confronté à des situations d'urgence. Le PAM y répondra directement au moyen d'opérations d'urgence. Quoi qu'il en soit, les activités de renforcement des capacités permettront aux pouvoirs publics d'être mieux à même de répondre à des crises de petite envergure.
29. Le Gouvernement a pris des mesures importantes pour renforcer sa capacité d'intervention en cas de catastrophe en établissant un Bureau de gestion des catastrophes naturelles et en co-présidant le Comité permanent interinstitutions pour les interventions humanitaires. Néanmoins, il a par ailleurs fait savoir que sa capacité de planification préalable des secours et interventions d'urgence devait être renforcée. Le PAM proposera une formation approfondie et un soutien technique pour renforcer les capacités du Gouvernement en matière d'identification des situations d'urgence, de planification préalable des secours et d'interventions d'urgence¹⁷.
30. Le PAM travaillera en concertation avec d'autres institutions des Nations Unies et des ONG internationales, y compris le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'OMS, Oxfam et RedR International. D'ici au terme du programme de pays, il est prévu que le Gouvernement prendra en charge la plupart des catastrophes touchant moins de 5000 personnes, en collaboration avec des ONG le cas échéant.

Composante 2 – Santé et nutrition maternelles et infantiles

31. Les activités relatives à la santé et la nutrition maternelles et infantiles cibleront les femmes enceintes, les mères allaitantes et leurs nourrissons pour faire en sorte qu'ils reçoivent les nutriments et les soins nécessaires pendant la période critique des 1000 premiers jours de vie, de la conception aux 23 mois de l'enfant, où débutent la majorité des retards de croissance. En collaboration avec le Ministère de la santé, une ration de riz et de Nutributter® sera fournie aux femmes enceintes et aux mères allaitantes. Cette ration servira à inciter les mères à se soumettre à des examens pré et post-nataux, ainsi qu'à remplir leurs besoins en calories et en micronutriments. Pour les enfants de 6 à 23 mois, des aliments prêts à l'emploi comme le Plumpy'doz® seront livrés au niveau des villages chaque mois par des équipes sanitaires.

¹⁶ Des activités Achats au service du progrès seront également menées dans certaines zones des trois provinces centrales de Bolikhamsai, Khammouane et Savannakhet. L'activité d'alimentation scolaire menée actuellement à Phongsaly, dans le Nord, sera progressivement supprimée à mesure que le PAM recentrera ses interventions. Les zones prioritaires sont susceptibles de changer en fonction des accords passés avec le Gouvernement.

¹⁷ Celle-ci comprend une formation à la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë.

32. Dans de nombreuses régions, ces activités seront intégrées à des programmes de SNMI menés conjointement avec l'UNICEF, l'OMS, le Fonds des Nations Unies pour la population et le Ministère de la santé. Le PAM transférera progressivement ses activités de SNMI au Ministère de la santé en se fondant sur la politique existante en la matière et sur trois critères supplémentaires: i) résultats avérés en matière de réduction du retard de croissance; ii) fonds engagés par le Gouvernement et produits alimentaires peu onéreux produits localement et prêts à l'emploi (voir composante 5); et iii) capacités des agents de l'État renforcées grâce à des formations et une expérience pratique.

Composante 3 – Repas scolaires

33. L'objectif des interventions nutritionnelles pour les enfants d'âge scolaire est de rompre le cercle vicieux de la dénutrition qui se transmet de génération en génération. Le PAM associera la distribution d'une collation en milieu de matinée aux enfants de 2 à 5 ans et aux élèves des écoles primaires et des messages relatifs à la nutrition. Une ration et un kit d'informations relatives à la nutrition seront également distribués aux internes informels des écoles primaires et secondaires qui dorment dans des dortoirs improvisés¹⁸. Ces kits, réservés aux filles et aux minorités ethniques, permettront de: i) renforcer la scolarisation et l'assiduité dans les écoles bénéficiant de l'aide du PAM; ii) réduire le retard de croissance chez les enfants de 2 à 5 ans en répondant à leurs besoins immédiats en énergie, en vitamines et en sels minéraux¹⁹; et iii) fournir aux élèves les connaissances et les moyens qui leur permettront à l'avenir de prévenir le retard de croissance chez leurs propres enfants (effet à long terme)²⁰.
34. La reprise d'un programme d'alimentation scolaire par le Gouvernement a été planifiée en collaboration avec le Ministère de l'éducation, la Banque mondiale et l'UNICEF; le Gouvernement a reçu des fonds de l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous mise en place par la Banque mondiale. Les premières étapes, qui comprennent le lancement d'un programme d'alimentation scolaire issue de la production locale, seront menées à bien d'ici au début de 2012. Le PAM aidera le Ministère de l'éducation à sélectionner du personnel qualifié pour diriger le programme et en appuyer la mise en œuvre. Comme le Gouvernement prend en charge la composante de repas scolaires dans certains districts, le PAM va élargir ses activités à de nouvelles zones. La rapidité du transfert dépendra d'évaluations régulières des éléments suivants: i) capacités des pouvoirs publics en matière de logistique, d'achat et de programmation; ii) impact du transfert sur la scolarisation des enfants; et iii) transparence de la mise en œuvre.

Composante 4 – Moyens de subsistance au service de la nutrition

35. Le PAM définira des initiatives liées aux moyens de subsistance en faveur de la nutrition pour les ménages des communautés où d'autres composantes sont en cours d'application. Dans les zones où la production rizicole est excédentaire, des activités Achats au service du progrès seront mises en œuvre pour créer des filières permettant de renforcer la valeur nutritionnelle des produits. Les petits exploitants cultiveront des aliments nutritifs comme des variétés biofortifiées, établiront des liens avec les transformateurs (voir la composante 5) et accéderont aux marchés. Grâce à la hausse de leurs revenus et à leur

¹⁸ Ces internes sont des élèves qui habitent loin de l'école.

¹⁹ Y compris une réduction des carences en micronutriments, comme celles qui sont responsables de l'anémie.

²⁰ Pour un rappel des éléments probants, voir PAM. 2006. Collection "La faim dans le monde" 2006: La faim et l'apprentissage. Rome.

connaissance des bonnes pratiques en matière de nutrition, les ménages seront mieux à même de répondre aux besoins nutritionnels de leurs enfants.

36. Dans les zones à déficit vivrier, le PAM s'appuiera sur la composante 2 en adaptant les activités concernant les moyens de subsistance aux communautés exposées dans l'immédiat à une insécurité alimentaire préoccupante. Les activités ayant pour objet de remédier à des problèmes de nutrition spécifiques comme le manque de diversité du régime alimentaire, la faible consommation de protéines, le manque d'accès aux marchés et les maladies comprennent les potagers, l'élevage de volailles et l'aménagement de routes de desserte et d'installations d'assainissement²¹. Les communautés recevront soit des rations de vivres, soit des transferts monétaires, en fonction de l'efficacité de chacune de ces formules, des possibilités d'accès aux marchés et de la disponibilité d'aliments nutritifs²². Les projets VCT et Espèces contre travail se dérouleront aussi bien pendant la saison sèche, de janvier à mars, que pendant la saison humide, d'avril à septembre dans des villages présentant des taux élevés de retard de croissance. La participation sera fondée sur le volontariat au niveau des villages²³.
37. L'initiative Achats au service du progrès fera intervenir l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), des organismes comme l'Agence néerlandaise de développement international et Helvetas, et le Ministère de l'agriculture et des forêts. Compte tenu de son approche axée sur les marchés, l'initiative devrait être autosuffisante. Dans les zones à déficit vivrier, l'initiative s'appuiera sur des partenariats avec des projets gouvernementaux soutenus par le Fonds international de développement agricole. La planification et la mise en œuvre conjointes renforceront la capacité des autorités locales de diriger ces efforts. Les critères de transfert comprendront une évaluation des éléments suivants: i) compétences et capacités du Gouvernement; ii) affectations budgétaires ou autres sources de financement; et iii) résultats obtenus par le programme.

Composante 5 – Enrichissement et commercialisation des produits alimentaires

38. Trois interventions principales auront pour objet de traiter les carences en micronutriments: supplémentation alimentaire, diversification du régime alimentaire et enrichissement des aliments. Le Ministère de la santé a mis en place des programmes de supplémentation en vitamine A et en fer, avec le soutien de l'UNICEF et de l'OMS. Toutefois, le taux de carence en vitamines reste beaucoup trop élevé, donnant à penser qu'il faut envisager des approches complémentaires. Les activités de renforcement des moyens de subsistance au service de la nutrition mises en œuvre au titre de la composante 4 permettront de favoriser la diversification des régimes alimentaires dans le cadre d'une action de plus grande ampleur pour réduire le retard de croissance.

²¹ Les activités devraient améliorer la qualité et la quantité des régimes alimentaires des bénéficiaires tels que mesurées par le score de consommation alimentaire.

²² L'évaluation du projet pilote du PAM de transfert monétaire a montré que les espèces étaient dépensées en viande et en poisson, qui sont de bonnes sources d'éléments nutritifs.

²³ Il arrive que les autorités provinciales sélectionnent des ménages pour participer aux activités en fonction de leur appartenance à des "catégories de richesse" établie en fonction des biens que possèdent ces ménages (par exemple des terres ou du bétail).

39. La composante 5 complétera ces actions en s'attachant à mettre au point des produits et à assurer l'intégration aux marchés. Les produits alimentaires enrichis envisageables sont les suivants: i) oléagineux comestibles comme le soja; ii) nouilles; et iii) produits alimentaires à bas prix prêts à l'emploi à base de lipides. Le PAM financera des études de faisabilité pour ces différents produits et apportera un soutien technique et matériel pour les plus prometteurs, en collaboration avec le secteur privé, le Gouvernement et les organisations internationales disposant de compétences spécialisées en matière de carences en micronutriments.
40. Le PAM contribuera également à établir des liens avec les marchés pour la commercialisation de ces produits. Le riz biofortifié, les oléagineux comestibles et les produits nutritifs spéciaux pourraient être utilisés dans le cadre du programme de pays et pour les interventions de secours. Les campagnes de sensibilisation et d'éducation à la nutrition pourraient susciter une demande envers ces produits, dans le pays mais aussi à l'échelle régionale.
41. Le PAM fournira une assistance alimentaire à 751 000 bénéficiaires (voir le tableau 1). Les activités seront intégrées de manière à renforcer le plus possible la collaboration et l'impact obtenu.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE²⁴			
	Masculins	Féminins	Total
Composante 1 – Planification préalable des secours et interventions d'urgence	–	–	–
Composante 2 – Santé et nutrition maternelles et infantiles	45 540	108 085	153 625
Composante 3 – Repas scolaires	197 921	193 949	391 870
Composante 4 – Moyens de subsistance au service de la nutrition*	102 171	102 848	205 019
Composante 5 – Enrichissement et commercialisation des produits alimentaires	–	–	–
TOTAL**	345 632	404 882	750 514

* Environ 48 000 bénéficiaires pourraient recevoir des espèces ou des bons au titre de la composante 4.

** Le nombre total de bénéficiaires a été ajusté de manière à éviter de compter plusieurs fois ceux qui participent à plus d'une composante.

42. Les rations ont été élaborées en fonction des besoins nutritionnels des bénéficiaires ciblés, des préférences culturelles et des orientations fournies par les Ministères de la santé et de l'éducation. Si les transferts monétaires sont jugés utiles, leur valeur sera fixée à 80 pour cent du salaire journalier.

²⁴ Le tableau 1 prend uniquement en compte les bénéficiaires recevant une assistance alimentaire. L'assistance non alimentaire du PAM bénéficiera à 1 950 personnes supplémentaires au titre de la composante 1 et à 127 000 personnes au titre de la composante 5.

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE OU TRANSFERT PAR COMPOSANTE (g/personne/jour)						
	Composante 2 Santé et nutrition maternelles et infantiles		Composante 3 Repas scolaires		Composante 4 Moyens de subsistance au service de la nutrition	
	Enfants de 6 à 23 mois	Femmes enceintes et mères allaitantes *	Collation en milieu de matinée	Ration pour les internes²⁵	VCT*	ECT*
Mélange maïs-soja	–	–	80	80	–	–
Huile végétale	–	–	15	15	45	–
Sucre	–	–	15	15	–	–
Riz gluant	–	388,9	–	120	583,3	–
Plumpy'doz®	46,3	–	–	–	–	–
Nutributter®	–	20	–	–	–	–
Espèces (<i>en dollars</i>)	–	–	–	–	–	2,5
Total	46,3	408,9	110	230	628,3	–
Total kcal/jour	247	1 508	497	929	2 497	–
% Kcal d'origine protéique	9,5	8	11,6	19,4	6,5	–
% Kcal d'origine lipidique	58,0	6,0	35,9	37,2	17,3	–
Nombre de jours d'alimentation	360	180	166	166	30	30

* Ration ou transfert au ménage, calculé sur la base de la composition moyenne d'une famille, soit six personnes.

²⁵ On considère que les parents fourniront d'autres aliments ou des espèces pour en acheter.

43. Les besoins alimentaires s'élèvent à 37 140 tonnes au total (voir le tableau 3).

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN ALIMENTS/EN ESPÈCES PAR COMPOSANTE (en tonnes)					
Type de produit/ Espèces ou bons	Composante 2 Santé et nutrition maternelles et infantiles	Composante 3 Repas scolaires	Composante 4 Moyens de subsistance au service de la nutrition		Total
			VCT	ECT	
Mélange maïs-soja	–	10 238	–	–	10 238
Huile végétale	–	1 920	588	–	2 508
Sucre	–	1 920	–	–	1 920
Riz glutant	4 407	7 858	7 631	–	19 896
Plumpy'doz®	2 351	--	--	–	2 351
Nutributter®	227	--	--	–	227
Total des besoins alimentaires	6 985	21 936	8 219	–	37 140
Espèces (en dollars)	–	–	–	1 197 433	1 197 433
% du total des besoins	19%	59%	22%	–	100%

GESTION, SUIVI ET EVALUATION DU PROGRAMME

44. *Gestion.* Les autorités nationales et locales dirigeront les interventions. Le PAM gèrera les activités à partir de son bureau de pays à Vientiane et des six bureaux auxiliaires en utilisant un réseau logistique qui comprend un entrepôt central dans la capitale et des entrepôts régionaux à Oudomxay et Saravane. Il renforcera les compétences de son personnel dans les domaines suivants: i) nutrition et enrichissement des aliments; ii) transfert des responsabilités et renforcement des capacités; et iii) programmation des activités reposant sur les transferts monétaires ou les bons. Le cas échéant, les transferts monétaires se feront par voie postale; il sera envisagé de cibler des communautés situées à proximité d'une capitale de district ou de services bancaires de village. Les risques d'inflation, de corruption et de dysfonctionnement du marché seront atténués grâce à un suivi des marchés et du programme.

45. *Suivi et évaluation.* Le PAM appliquera un mode de gestion axée sur les résultats pour établir la base des indicateurs d'effet direct et mesurer l'impact du programme. Le Gouvernement conduira des enquêtes de référence avec l'appui du PAM. Les informations relatives aux produits et aux résultats alimenteront une base de données qui servira à assurer la gestion et établir les rapports. Le programme de pays fera l'objet d'une évaluation à mi-parcours et d'une évaluation finale. L'évaluation à mi-parcours, de nature qualitative, tirera un certain nombre d'enseignements afin d'améliorer le programme. L'évaluation finale considèrera la performance dans sa globalité. Le PAM coordonnera les activités de suivi et évaluation avec d'autres institutions des Nations Unies et il contribuera à la communication d'informations sur le PNUAD.

46. *Mobilisation des ressources.* Le PAM s'efforcera d'obtenir des donateurs un financement pluriannuel, notamment lorsqu'ils auront exprimé leur intérêt pour une ou plusieurs des composantes spécifiques. Les contributions du Gouvernement au programme de pays 200242 seront également encouragées, y compris au moyen des fonds provenant de l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous mise en place par la Banque mondiale, qui serviront à financer les repas scolaires. Les donateurs seront également sollicités par le biais d'initiatives conjointes des Nations Unies comme le partenariat REACH.

ANNEXE I-A

RÉSUMÉ DU BUDGET (<i>en dollars</i>)						
	Composante 1	Composante 2	Composante 3	Composante 4	Composante 5	Total
Poids des produits alimentaires (<i>en tonnes</i>) ¹	–	6 985	21 937	8 218	–	37 140
Vivres	–	13 601 916	16 549 841	6 783 731	–	36 935 488
Transferts monétaires	–	–	–	1 197 433	–	1 197 433
Total par composante	–	13 601 916	16 549 841	7 981 164	–	38 132 921
Transport extérieur						1 635 760
Transport terrestre, entreposage et manutention (total)						6 017 422
Transport terrestre, entreposage et manutention (<i>coût par tonne</i>)						162,02
Autres coûts opérationnels directs						7 970 335
Total des coûts opérationnels directs						53 756 438
Coûts d'appui directs ²						10 678 705
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³						4 510 460
COÛT TOTAL POUR LE PAM						68 945 603

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement des budgets et d'approbation. Sa composition peut varier.

² Chiffre indicatif fourni à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du programme de pays.



ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	3 123 533
Administrateurs recrutés sur le plan national	584 534
Personnel local - Agents des services généraux	931 066
Personnel local - Personnel temporaire	1 290 072
Personnel local - Heures supplémentaires	42 000
Consultants internationaux	702 000
Volontaires des Nations Unies	360 000
Services de conseil commercial	210 000
Voyages officiels du personnel	897 500
Total partiel	8 140 705
Dépenses de fonctionnement	
Location des locaux	265 200
Charges courantes (électricité, etc.)	57 800
Fournitures de bureau et petit matériel	302 000
Services de communication et d'informatique	205 400
Réparation et entretien du matériel	44 500
Coûts d'exploitation et d'entretien des véhicules	504 000
Aménagement et entretien des bureaux	195 000
Prestation de services d'organismes des Nations Unies	184 000
Total partiel	1 757 900
Dépenses d'équipement et autres coûts	
Location de véhicules	326 400
Matériel de communication et matériel informatique	197 500
Dépenses locales de sécurité	256 200
Total partiel	780 100
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	10 678 705

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Effet du PNUAD: D'ici à 2015, les populations vulnérables jouissent d'une meilleure sécurité alimentaire et leur nutrition s'est améliorée ²⁹	Indicateurs de résultats du PNUAD: <ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de l'émaciation ➤ Prévalence du retard de croissance ➤ Prévalence des carences en micronutriments 	Les organismes des Nations Unies travaillent en partenariat à l'appui du Gouvernement
COMPOSANTE 1: Planification préalable des secours et interventions d'urgence		
Objectif stratégique 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets		
Effet direct 1 Des systèmes d'alerte rapide, des plans d'intervention et des systèmes de suivi de la sécurité alimentaire sont en place et se trouvent améliorés grâce à l'appui du PAM au renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 100% des unités administratives gouvernementales et des communautés ciblées présentent un indice de préparation aux catastrophes de 7 points plus élevé d'ici à 2014 	Les institutions gouvernementales et les communautés ont conscience des dangers que représentent les catastrophes naturelles
Produit 1.1 Mesures d'atténuation des effets des catastrophes mises en place avec l'appui du PAM au renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> ➤ D'ici à 2014, 100% des unités administratives gouvernementales et des communautés ciblées sont dotées d'un système d'intervention en cas de catastrophe 	
COMPOSANTE 2: Santé et nutrition maternelles et infantiles		
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition		
Effet direct 2 Amélioration de l'état nutritionnel des groupes ciblés de femmes, de filles et de garçons	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réduction annuelle de 10% de la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 2 ans ciblés ➤ Réduction annuelle de 10 % de la prévalence de l'anémie ferriprive chez les femmes et les enfants ciblés 	Aucune catastrophe naturelle de grande ampleur ne survient dans les zones d'intervention
Produit 2.1 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 100% des bénéficiaires prévus reçoivent des 100% des bénéficiaires reçoivent des produits alimentaires et des articles non alimentaires ➤ Tonnes de vivres distribués par type de produit, en pourcentage des distributions prévues 	Aucune rupture importante de la filière d'approvisionnement ne se produit

²⁹ Les effets du PNUAD n'ont pas encore été arrêtés. La stratégie de pays du PAM pour la République démocratique populaire lao appuie cet effet relatif à la sécurité alimentaire et nutritionnelle; il pourrait toutefois y avoir d'autres effets liés à la préparation aux catastrophes, à l'éducation et à la santé.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité d'articles non alimentaires distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions prévues 	
COMPOSANTE 3 – Repas scolaires		
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition		
Effet direct 3 Amélioration de l'accès à l'éducation et valorisation du capital humain dans les écoles ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux moyen d'augmentation annuelle de la scolarisation supérieur à 3% ➤ Taux d'assiduité de 80% dans les écoles bénéficiant d'un appui ➤ Ratio filles/garçons scolarisés égal à 0,9 dans les écoles bénéficiant d'un appui 	
Produit 3.1 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 100% des bénéficiaires prévus reçoivent des produits alimentaires et des articles non alimentaires 	
Effet direct 4 Amélioration de l'état nutritionnel des groupes de femmes, de filles et de garçons ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réduction annuelle de 10% de la prévalence de l'anémie ferriprive chez les écoliers du cycle préprimaire 	Le déparasitage est effectué dans les zones ciblées
Produit 4.1 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 100% des bénéficiaires reçoivent des produits alimentaires et des articles non alimentaires ➤ 80% des journées d'alimentation prévues sont assurées 	
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux		
Effet direct 5 Progression vers des solutions nationales au problème de la faim	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Stratégie de transfert des responsabilités élaborée et mise en œuvre 	Le Gouvernement a la capacité de prendre le programme en charge et est déterminé à le faire
Produit 5.1 Stratégies de transfert des responsabilités convenues mises en place	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Stratégie de transfert des responsabilités pour les repas scolaires en place 	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
COMPOSANTE 4 – Moyens de subsistance au service de la nutrition		
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition		
Effet direct 6 Adéquation de la consommation alimentaire des ménages ciblés pendant la période d'assistance	➤ 100% des ménages bénéficiant d'une aide ont un score de consommation alimentaire >35 sans assistance alimentaire d'ici à 2014	
Produit 6.1 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés	➤ 100% des bénéficiaires reçoivent des produits alimentaires et des articles non alimentaires	
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux		
Effet direct 7 Développement des débouchés commerciaux avec des achats locaux du PAM présentant un bon rapport coût-efficacité	➤ Augmentation annuelle de 10% des achats locaux ➤ Augmentation annuelle de 10% des revenus des agriculteurs ciblés	Les petits exploitants sont conscients des possibilités qu'offrent les marchés et sont disposés à en tirer parti
Produit 7.1 Vivres achetés au niveau local	➤ 50% des vivres du PAM sont achetés au niveau local d'ici à 2015	Des conditions de culture normales règnent pendant la période de mise en œuvre du programme
COMPOSANTE 5: Enrichissement et commercialisation des produits alimentaires		
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition		
Effet direct 8 Accroissement de la capacité de production d'aliments enrichis, y compris les aliments complémentaires et les produits nutritionnels spéciaux	➤ Augmentation de 30% de la production d'aliments enrichis	Il est possible de trouver des entreprises compétitives et adéquates pour procéder à l'enrichissement des produits alimentaires
Produit 8.1 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés	➤ Augmentation de 40% de la distribution d'aliments enrichis, d'aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux achetés au niveau local	



ANNEXE III



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PAM aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

CAD	Coûts d'appui directs
CAI	Coûts d'appui indirects
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
REACH	Partenariat visant à éliminer la faim chez les enfants
SNMI	Santé et nutrition maternelles et infantiles
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail